



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1656

mercredi 26 juin 2024

- Premier déploiement de policiers kenyans : « Déposez les armes et reconnaissez l'autorité de l'État », un avertissement de Garry Conille aux gangs armés en Haïti
- Rameau Normil, le nouveau DG ad intérim de la PNH, promet de redonner espoir...
- L'UNICEF déplore que plusieurs centaines de familles déplacées soient sans soutien ni services essentiels à Léogâne

### >> Premier déploiement de policiers kenyans : « Déposez les armes et reconnaissez l'autorité de l'État », un avertissement de Garry Conille aux gangs armés en Haïti

« Déposez les armes et reconnaissez l'autorité de l'État », [c'est le message du premier ministre Garry Conille aux gangs armés](#), à l'arrivée du premier contingent de 400 policiers Kenyans de [la Mission multinationale d'appui à la sécurité](#) (MMAS) en Haïti, ce mardi 25 juin à Port-au-Prince. Le Bureau intégré des Nations Unies (BINUH) voit ce premier déploiement comme une étape cruciale dans la lutte pour rétablir la sécurité dans la capitale et ses environs, protéger les droits des Haïtiennes et des Haïtiens, et soutenir la Police Nationale Haïtienne (PNH) dans le cadre de cette mission. « Nous espérons [son] déploiement entier, tel qu'autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies ». Les policiers kenyans, dont certains munis de leurs fusils, ont été accueillis à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince par des responsables de la PNH. D'autres policiers devraient prochainement les rejoindre pour les renforcer. Ces 400 policiers font partie des mille policiers que fournira le Kenya à la mission. Ils dirigeront une force multinationale contre les gangs armés, qui terrorisent la population haïtienne, en particulier celle de la capitale. Un accord a été signé, le 21 juin, entre l'ambassadeur Gandy Thomas, représentant *ad intérim* d'Haïti auprès de l'Organisation des États américains (OEA) et l'ambassadeur kenyan aux États-Unis d'Amérique, Lazarus O. Amayo, sur le statut de la Mission, permettant d'accélérer son déploiement. L'arrivée de ce premier contingent coïncide avec une troisième journée de manifestations contre un nouveau projet de loi de finances qui a fait au moins 5 morts et plus de 30 blessés à Nairobi, la capitale du Kenya. Peu avant le débarquement de ces 400 policiers, le président du Kenya, William Ruto, a déclaré « La présence de nos policiers en Haïti apportera un soulagement aux hommes, aux femmes et aux enfants, dont la vie a été brisée par la violence des gangs » D'autres pays, comme le Bénin, les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade et le Tchad, ont dit vouloir participer à la mission. La coalition de gangs appelée *Viv Ansanm* contrôle 80 % de la capitale, où elle multiplie des exactions, comme des meurtres, viols, pillages et des enlèvements contre rançons. [Plus de 2 500 personnes ont été tuées ou blessées](#) au cours des trois premiers mois de l'année en Haïti.

## >> Rameau Normil, le nouveau DG ad intérim de la PNH, promet de redonner espoir...

Rameau Normil a déjà dirigé la Police Nationale d'Haïti (PNH), d'août 2019 à novembre 2020 et est [nommé de nouveau à sa tête en remplacement de Frantz Elbé, par arrêté présidentiel en date du mercredi 19 juin 2024](#). « L'histoire m'a amené, une autre fois, à la tête de la police, où j'ai consacré toute ma vie. J'ai appris du passé et je suis conscient de ce qui se passe aujourd'hui », souligne-t-il. Issu de la 4e promotion de la PNH, il jure de faire tout ce qui est en son pouvoir pour neutraliser, démanteler les gangs armés et amener des résultats dans sa mission dans un contexte de criminalité et de violences sans précédent, particulièrement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, sous l'emprise quasi-totale des gangs qui terrorisent la population. De plus, l'économie haïtienne est ruinée, et les écoles, les hôpitaux et les universités ne peuvent pas fonctionner. Le coordonnateur des actions du Conseil présidentiel de transition (CPT), Edgard Leblanc Fils, déclare : « Nous devons agir en personnes responsables pour permettre au pays de respirer [d'] un nouveau souffle ». « Nous ne vous mettrons aucune forme de pression dans votre travail. Mais, vous devez écouter quand il faut écouter et agir quand il faut agir », poursuit-il, en souhaitant que la police fasse son travail au service de la population entière. Également président du Conseil supérieur de la police nationale (CSPN), le Premier ministre Garry Conille, affirme compter sur Rameau Normil pour aider la population à retrouver le goût de vivre, permettre des investissements et la libre circulation, sans inquiétude, sur tout le territoire national. Le gouvernement de transition mettra à disposition tous les moyens nécessaires pour aider le nouveau chef de la Police à effectuer son travail, assure-t-il. [« Depuis plus de cinq ans, le climat de terreur des gangs armés met Haïti à genoux. Ces gangs commettent toutes sortes d'actes criminels. Cela doit cesser. \[...\] »](#)

## >> L'UNICEF déplore que plusieurs centaines de familles déplacées soient sans soutien ni services essentiels à Léogâne

Contraintes d'aller se réfugier sur une place publique, à Léogâne (à plus de 40 km au sud de Port-au-Prince), suite aux assauts de gangs armés, plusieurs centaines de familles, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants, se trouvent sans abris, ni soutien ni services essentiels, en pleine saison des pluies, alerte le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Selon Clément Georges, responsable de la protection civile à Léogâne, « les personnes déplacées, continuent d'affluer ». L'agence onusienne signale une situation très tendue et très préoccupante dans cette commune où 33 000 personnes ont fui, chassées depuis le 11 mai 2024 par des gangs armés cherchant à étendre leurs territoires. Le représentant de l'Unicef en Haïti, Bruno Maes, a déclaré : « Actuellement, près de la moitié des [578 000 personnes déplacées par les violences en Haïti](#) résident dans les zones Sud [du pays], mettant une immense pression sur les services locaux d'éducation, de santé et autres services essentiels ». Alors que la majorité des déplacés ont trouvé refuge auprès de familles d'accueil, environ 8 500 personnes se retrouvent maintenant bloquées dans des sites de déplacement, avec un accès minimal aux besoins de base. [L'UNICEF relève que cette situation exerce une pression énorme sur les revenus des familles et conduit à leur décapitalisation.](#)